



Libération des prisonniers politiques sahraouis, poursuivons notre mobilisation !

Le 30 mars 2025, depuis le département du Val de Marne, devant les hôtels de ville d'Ivry/Seine puis de Vitry, nous nous sommes retrouvés nombreux, Français et Sahraouis en étroite et chaleureuse complicité, pour dire notre volonté commune de justice et de strict respect des règles qui rendent possible une vie internationale respectueuse des droits de chacune et de chacun, dans une commune humanité.

Tous et toutes étaient présents pour commencer une marche en France et en Espagne, marche préparée et rêvée pour gagner la liberté des prisonniers politiques sahraouis et mon droit de visite à Naâma, mon mari, emprisonné à Kénitra, pour 30 ans de détention.

Marche humaniste, généreuse s'appuyant sur la force de l'identité sahraouie, en lutte pour son indépendance depuis plus de 50 ans, et sur une solidarité européenne qui dès le départ, au nom de la justice et du respect du droit international, est aux côtés du peuple sahraoui, du Front Polisario et de la République sahraouie en exil.

Pendant deux mois, nous avons été accueillis par onze collectifs en France et dix en Espagne, correspondant dans chaque ville accueillante à l'engagement d'élus, d'associations, de comités d'entreprise. Difficile de tous les citer, ils étaient si nombreux, mais chaque histoire locale raconte une histoire d'amitié et de respect. Découverte pour les uns, ancienne tradition d'accueil d'enfants sahraouis pour d'autres ou encore dossiers juridiques défendus patiemment à Genève par des juristes attentifs.

Pour la première fois, cette lutte s'est aussi vécue en ligne. Grâce à une campagne visuelle coordonnée et à une équipe mobilisée, la Marche a été suivie quotidiennement sur les réseaux sociaux, touchant jusqu'à 300 000 personnes sur Instagram. Sahraouis de la diaspora, des camps de Tindouf, des territoires occupés ou encore étudiants sahraouis au Maroc et à Cuba ont pu s'en emparer, organiser des actions et diffuser les portraits des prisonniers.

Une mobilisation numérique inédite qui ne remplace pas l'action sur le terrain, les deux doivent sensibiliser ensemble.

Au fil de la route, combien de rencontres qui nous ont tous émus. Comment oublier les jeunes filles sahraouies de Bressuire capables d'animer les réseaux et d'être présentes avec humour sur le terrain. **Avenir démocratique d'un Sahara occidental enfin indépendant ?**

Mais nous avons aussi croisé des groupes, d'origine marocaine, qui ont tenté d'empêcher le déroulé de nos activités. À Poitiers, Angoulême, nous avons dû affronter des contre-manifestants favorables à l'occupation du Sahara occidental par le Maroc. La police a dû intervenir. **Notre Marche a-t-elle inquiété à ce point le Maroc pour qu'il engage des citoyens français d'origine marocaine à s'opposer à nos traditionnelles libertés d'expression ?**

Tout au long de ce chemin, les médias locaux nous ont donné la parole et ont enfin découvert l'existence d'une communauté sahraouie très attachée à son identité tout en étant bien installée en France. Pourquoi sont-ils à ce point invisibles ? Une expression publique devenue possible avec le passage de la Marche, va leur donner de nouveaux moyens



© E-graine

"Ma chérie Claude, Votre expulsion est le couronnement de la victoire et la réussite de la marche. Elle est aussi un échec du régime et de son incapacité à assumer sa responsabilité et ses engagements devant la communauté internationale."

Extrait d'un message de Naâma Asfari à Claude Mangin - 1^{er} juin 2025. Prison de Kénitra.

pour dire avec leurs compatriotes des camps de réfugiés et du Sahara occupé, leur volonté inextinguible d'indépendance.

Nous avons marché, discuté, chanté, dansé même et nous avons surtout écrit à chacune des étapes, 339 lettres envoyées aux prisonniers. Écrire est un geste simple, mais si puissant ! Chaque lettre arrivera-t-elle à destination ? Notre expérience nous invite à en douter, les autorités marocaines connaissent mal les Conventions de Genève !

Occasion renouvelée pour nous d'être présents à Genève pour documenter et dénoncer le non-respect du droit au courrier.

Notre Marche pour la Liberté est un point de départ. De telles mobilisations sont possibles quand elles se construisent sur des convictions communes. **Le peuple sahraoui avec le Front Polisario n'est-il pas aujourd'hui le meilleur défenseur du droit international, mis en cause partout dans le monde au bénéfice du rapport de forces.** Aussi cette Marche revêt un enjeu puissant, la défense du droit contre l'omniprésence de la force. C'est le sens de notre solidarité en Europe. Désormais, rendez-vous à Paris en novembre pour la 49^e Conférence européenne, dite EUCOCO.

Claude Mangin-Asfari et l'équipe de la Marche, le 21 août 2025



Marche pour la libération des prisonniers politiques sahraouis

Ce 30 mars devant la mairie d'Ivry sur Seine, on est tous là ! Militants, sympathisants, élus, les Sahraouis d'Île de France. On prépare cette marche depuis si longtemps, elle a été un pari énorme, presque insurmontable.

Marche pour la libération des prisonniers politiques sahraouis, oubliés quelquefois, sauf par Claude qui chaque semaine parle au téléphone à son mari, compagnon de lutte, Naâma Asfari.

Défi gagné en France comme en Espagne. Défi gagné avec les Sahraouis installés en diaspora en Europe ou avec les Sahraouis réfugiés dans les campements dans le Sud-ouest algérien. Pour tous 50 ans d'exil, de séparation, pour les plus jeunes un pays que l'on peut seulement rêver. Défi gagné avec l'équipe de l'Association des Amis de la RASD, prête à tous les combats qui lui semblent justes, comme celui de l'indépendance d'un peuple.



31 mars - La Marche débute par un rassemblement à la mairie d'Ivry, suivie d'une marche jusqu'à la mairie de Vitry. Les visages des prisonniers sont brandis à bout de bras le long du chemin. La jeunesse sahraouie scande fièrement les slogans et donne l'élan et l'énergie pour le départ.

Défi gagné avec tous les collectifs locaux, rassemblés par une même conviction, le soutien à la lutte de libération d'un peuple, que nos autorités viennent de bafouer.

Défi gagné en France et en Espagne pour les familles Sahraouies, discrètes par prudence, qui ont pu exprimer publiquement, ce qu'ils gardent avec leurs enfants au fond de leur cœur : **on veut l'indépendance et retourner chez nous au Sahara occidental.**

Défi gagné avec les amies et amis photographes, spécialistes en communication sur les réseaux qui ont su nous préparer un dispositif graphique et nous ont fait entrer dans la communication numérique.

Chaque étape parcourue en France et en Espagne a été spécifique : Ivry, Vitry, Tours, Bressuire, Poitiers, Angoulême, Bordeaux, Sainte Foye la Grande, Soulac, Toulouse, Béziers, Perpignan, et l'Espagne...



1^{er} avril, conférence et échanges à l'université de Tours avec Sophie Caratini, anthropologue, l'historien Francesco Correale, la présidente de l'AARASD Régine Villemont, Claude Mangin. À chaque étape, la situation se renouvellera. Nouvelles rencontres, amis et amies retrouvés qui resteront avec nous sur une ou plusieurs étapes. À Tours c'est plusieurs membres de l'association "Un Camion-citerne" qui participent aux activités communes plusieurs jours.



À Tours, c'est déjà la découverte de la mobilisation des consulats marocains et des mécanismes de mobilisations locales, de propagande, de pressions et d'empêchements qu'on va subir de ville en ville. Dès notre premier soir, ce comité marocain improvise une manifestation devant notre lieu d'accueil. Quelques jours plus tard, on les retrouve à notre rassemblement, cette fois-ci ils ont préparé une banderole et cette banderole marocaine va nous poursuivre jusqu'à Bordeaux, avant de changer de slogan. Des personnes qui vont devenir familières, qu'on retrouve sur plusieurs étapes.



3 avril, Tours - Fin de la manifestation devant la Préfecture d'Indre et Loire. A chaque étape nous allons organiser des activités, partager des moments forts et touchants. Chaque étape sera différente, suivant le tissu associatif mobilisé, suivant le contexte et les possibilités de l'étape. Mais partout a existé une dynamique ancienne de plusieurs mois pour trouver lieux de rencontres, partenaires avec comme objectif commun : la libération des prisonniers politiques sahraouis.



4 avril - arrivée à Bressuire pour une première manifestation. Environ 200 familles sahraouies habitent à Bressuire et dans les communes proches. Bressuire c'est une rencontre avec une jeunesse sahraouie très dynamique et inventive, c'est une relève engagée qui poursuit déjà la lutte de leurs aînés. C'est aussi la rencontre avec Roland et le comité local qui n'a rien lâché pendant des mois pour mettre en place cette mobilisation. La Marche a concrétisé la rencontre entre associations françaises et sahraouies locales. Une dynamique lancée qui ne devrait pas s'arrêter.

Bressuire c'est des rencontres coups de coeur, de nouvelles amitiés. Les familles de Bressuire n'ont-elles pas loué un mini-bus pour nous rejoindre à Angoulême, alors que nous devions affronter un rassemblement en faveur de la position marocaine d'occupation. C'est aussi ces mêmes familles qui ont organisé à Bressuire un rassemblement de solidarité alors que nous étions interdits de débarquement à Tanger.

Ce sont des associations franco-marocaines mobilisées par les consulats, ce sont des élus franco-marocains qui entraînent localement leurs réseaux, ce sont des marocains qui font parfois plusieurs heures de route pour crier "Vive le Roi, Vive le Maroc, Vive le Sahara Marocain".

Quand on s'approche pour dialoguer, on est filmé dans l'espoir de nous intimider. Quand on démonte leurs arguments, ils tournent le dos, s'énervent. Quand on est une femme, leur agressivité verbale monte d'un cran "on va t'envoyer les jeunes du quartier, et on verra si tu souris encore".

Ils manifestent, me filment, mais quand je photographie leur manifestation ils s'énervent. Les policiers ont beau leur expliquer le droit à l'image, le droit d'informer, l'espace public, ils ne veulent jamais rien entendre.

Quand on regarde leurs réseaux sociaux, on retrouve leurs visages dans les photos des soirées consulaires marocaines en France et en Espagne, une manière de les féliciter. Je pense par exemple à Bouziane Fourka, élu à Poitiers et invité avec d'autres opposants à notre Marche, par le consulat marocain de Bordeaux, à célébrer la Fête du Trône le 1^{er} août, au Château d'Agassac.

Lettre adressée par une Sahraouie à Cheikh Banga

À Toulouse, deux ateliers collectifs étaient organisés pour écrire des lettres aux prisonniers.

Voici une lettre écrite par une Sahraouie originaire du territoire occupé, à Cheikh Banga qui avait publié depuis la prison des messages sur son compte Facebook. Alors adolescente, le jeune âge de ce prisonnier politique et la profondeur de ses textes ont marqué l'autrice de cette lettre.

"À la plume des prisonniers, Cheikh Banga,

Pardonne-moi si mes mots me trahissent, je ne suis pas une écrivaine aguerrie. Mais tes écrits, qui ont si souvent touché mon cœur, m'ont poussé à t'écrire. Cette lettre te parvient avec la sincérité du cœur, la lucidité de l'esprit, et la douleur mêlée d'espoir qu'engendre toute véritable révolte.

J'ai lu chacun de tes textes, échappés des barreaux de la prison. J'y ai trouvé la puissance de la parole et la fermeté de la position. Ta voix ne parle pas que pour toi, elle porte celle de tout Sahraoui libre enfermé dans les geôles de l'occupant. Et en t'écrivant aujourd'hui, je m'adresse à toi, mais aussi à travers toi, à tous les détenus politiques sahraouis qui ont choisi la dignité, et payé leur engagement au prix de leur jeunesse et de leur liberté. Je me souviens encore de ton courage sur le terrain, de ta place en première ligne lors de l'épopée de Gdeim Izik, de ta résistance face aux juges et aux tyrans des tribunaux de l'occupation. Ta fermeté, que ni les barreaux ni les bourreaux n'ont pu ébranler, t'a toujours désigné comme un exemple, un symbole de force pour ceux qui refusent de marchander leur liberté. Aujourd'hui, plus de quinze ans après, nous ressentons à ton côté l'affaiblissement de la flamme de l'intifada, l'éteinte de cette étincelle rallumée par vos luttes et vos sacrifices.

Nous ressentons aussi le poids du silence qui s'est abattu sur les territoires occupés, autrefois bastions de révolte, dont la jeunesse faisait trembler le colonialisme.

Nous partageons avec vous cette déception, cette amertume du calme imposé. Nous savons que l'intifada n'est plus ce qu'elle était. Mais nous croyons qu'elle renaîtra. Une nouvelle génération s'élèvera, croyant à ce pour quoi vous avez donné votre jeunesse. Une génération qui fera de nouveau résonner les slogans dans les rues, qui redonnera aux quartiers insurgés leur éclat. Maâtallah, Linache, l'avenue Smara, l'avenue Al-Qods... elles revivront, pleines de foules et de cris de liberté.

Nous chanterons à nouveau, nous réécrirons les chants révolutionnaires qui rythmaient nos mariages, en secret comme en plein jour. La police politique traquera de nouveau nos musiques, les rues gronderont du bruit des véhicules de répression, les voix s'élèveront avec des pierres accueillies par les youyous des femmes libres, et les melhafa se déchireront pour couvrir les visages insurgés. Une génération grimpera sur les toits lorsque les quartiers seront encerclés, une autre immortalisera la scène, pour que l'Histoire se souvienne que notre cause ne s'est jamais éteinte. Comme tu l'as toujours dit : « C'est dans les masses que résident les miracles. »

Et peut-être que le destin sera clément, et que nous sauterons par-dessus tout cela, pour entendre enfin les chenilles des blindés fouler nos terres de Saguia El Hamra et Oued Eddahab — que ce soit dans la paix ou par la guerre.

Reste cette voix inébranlable, cette plume indomptable, ce prisonnier libre devant des barreaux ébranlés par ta volonté.

Tu demeures un espoir pour tous les Sahraouis, un emblème de liberté. Et nous prions de te voir bientôt libre, sur une terre enfin libérée.

L'enfant de Gdeim Izik qui a grandi sur l'écho des slogans."



Poitiers - 6 et 7 avril. C'est l'étape qui aura été la plus compliquée, face à des marocains et franco-Marocains très mobilisés par un élu local.

La plupart de nos activités ont eu lieu surtout à la Maison de quartier de la Gibauderie. Les manifestants marocains étaient déployés juste devant l'entrée, à restreindre l'accès, à hurler au micro la propagande, à bloquer la vue en déployant les drapeaux marocains sur les fenêtres. À plusieurs moments les manifestants sont entrés à l'intérieur pour faire du repérage, et non pour visiter l'exposition sur Gdeim Izik.

Le 6 avril, la majorité du groupe de manifestants entre, et se dirige à l'opposé de notre lieu d'exposition, vers la salle où des enfants prennent le goûter. Ils entrent dans le but "d'empêcher les enfants présents de prendre connaissance de notre exposition et les soustraire à « notre pro-

pagande". Cependant ce ne sont pas leurs enfants, et ces enfants ne font pas partie de notre public. La directrice et les membres de la Ligue des droits de l'homme ont réussi à les faire ressortir sans les enfants.

Jusqu'à présent un seul policier du renseignement territorial était en poste, débordé depuis le début et fatigué de répéter aux manifestants les mêmes conseils. Des renforts arriveront plus tard, policiers dehors et Bac dedans. Ce faisant nous sommes enfermés dedans, protégés, mais empêchés. Ce sera le même problème à Angoulême.

La police justifie le fait d'encercler nos lieux, restreindre ou fermer l'accès, par mesure de sécurité. Cependant, par mesure de sécurité, la préfecture devrait logiquement inviter les manifestants à se déployer sur un autre lieu ou à un autre horaire.



12 avril - Centre de vacances SNCF près de Soulac avec les Cheminots et Régine. Petit séjour dans le centre de vacances SNCF près de Soulac avec les cheminots, fidèles soutiens à la cause sahraouie. Régine nous a rejoint pour ces deux jours, entre échanges informels, conférences, projection de film et sérigraphie. Nous profitons de cette pause pour refaire notre stock de T-shirts de la Marche grâce au matériel que nous transportons avec nous. Et ça tombe bien car on est justement chez des connaisseurs, les t-shirts colorés des cheminots racontent leur long engagement aux côtés des Sahraouis. Dans notre équipe de marcheurs il y a aussi des fidèles. Bernard et Véronique nous accompagnent en camping-car, ainsi que 2 journalistes sahraouis d'Équipe Media, Brahim et Limam.



La Marche c'est des histoires de rencontres, d'amitiés et de solidarités. Au fil des jours on apprend à se connaître, chacun trouve sa place, apporte sa pierre à l'édifice. Une équipe soudée, qui monte en expertise : installer et remballer l'expo photo, accrocher les banderoles et portraits des prisonniers quelle que soit la configuration des salles, ou sérigraphier des t-shirts.

L'un râcle la peinture sur le cadre, pendant qu'une autre personne suspend au séchage le t-shirt en même temps qu'une troisième personne installe un t-shirt vierge à sérigraphier. Une petite usine ambulante. De ville en ville toujours s'adapter, de la parole aux t-shirts toujours parler des prisonniers sahraouis.



13 avril - Claude et Deich Daff, à la fin de la manifestation à Bordeaux.

À Bordeaux, ce sont des retrouvailles émouvantes entre Claude et Deich Daff, qui nous accueille dès notre arrivée. Aujourd'hui Deich habite à Bordeaux. Depuis son arrivée en France il enchaîne les rdv médicaux et les opérations suite à la torture qu'il avait subi. Deich fait partie du groupe de prisonniers de Gdeim Izik, il a été libéré en 2017 après 7 années de prison. Depuis la France il témoigne et milite pour la libération de ses camarades encore en détention arbitraire.



19 avril - Manifestation à Toulouse.

Ce 19 avril c'est un important cortège qui s'est lancé dans les rues de Toulouse.

On retrouve ici Mohamed Ali Zerouali, qui a rejoint la Marche sur plusieurs étapes. C'est le visage du Polisario en France, soutien enthousiaste de la Marche.



20 avril - Toulouse - Chaque moment collectif d'écriture de lettre est un moment touchant. Tout va très vite et dans tous les sens. Tout le monde s'active, certains y mettent tout leur cœur, absorbé sur leur message. Face à un conflit qui perdure et où on se sent parfois impuissant, écrire une lettre donne de la force, le stylo devient une arme de résistance et de solidarité avec les prisonniers. Au total, la Marche aura permis d'enoyer 339 lettres. Jusqu'à ce jour nous n'avons pas eu de nouvelles des familles sur la bonne délivrance de ces courriers. Un courrier bloqué par l'administration pénitentiaire constitue une violation, et nous ne manquerons pas de comptabiliser ces possibles violations.



Manifestation à Perpignan, dernière étape avant l'Espagne. Daniel Wea est président du Mouvement des jeunes Kanak en France. Il nous a rejoint pour ce dernier jour en France, pour présenter la situation en Kanaky et au Sahara occidental et participer à un nouvel atelier d'écriture qui sera dédié autant aux prisonniers sahraouis que kanaks. Enfin nous avons comme souvent manifesté avec portraits et drapeaux.

À Toulouse, le souffle sahraoui a fait vibrer la Ville rose

Du 17 au 20 avril, la ville de Toulouse a accueilli une étape forte de la marche pour la libération des prisonniers politiques sahraouis. Quatre jours d'événements, de rencontres et de mobilisations, portés par une détermination calme et profonde.

Pendant ces quatre jours, la ville s'est transformée en espace de mémoire et de solidarité, accueillant l'étape toulousaine de la grande marche pour la liberté des prisonniers politiques sahraouis. De nombreux habitants, militantes, artistes, élus et citoyen·nes se sont rassemblés pour donner corps à une lutte trop souvent réduite au silence.

Tout commence le jeudi soir au Hangar de la Cépière, transformé pour l'occasion en salle d'exposition et de recueillement. Trente-deux portraits de prisonniers politiques sahraouis tapissent les murs. Leurs visages imposent le silence. Plus tard dans la soirée, une veillée poético-musicale mêle lecture de poèmes en hassaniya et en français. Des voix s'élèvent pour dire l'exil, la résistance, l'espoir. Un moment fort, empreint de dignité et de beauté.

Le lendemain matin, vendredi, une conférence de presse est organisée à la Bourse du Travail. Y participent plusieurs journalistes, un conseiller régional et un député. Les intervenant·es sahraoui·es y dénoncent l'occupation, les procès politiques, les détentions arbitraires, et partagent une parole politique lucide, ancrée dans l'expérience. L'après-midi, direction le quartier du Mirail, où des ateliers sont animés par la jeunesse sahraouie. Au programme : histoire du Sahara occidental, fabrication de pancartes, discussion libre. Puis, en soirée, c'est au cinéma Utopia de Tournefeuille qu'est projeté *Life is Waiting*, documentaire de la réalisatrice Iara Lee. La salle est comble, et les discussions après la projection témoignent d'une émotion collective et d'une soif de compréhension.

Le samedi 19 avril, la ville se couvre de drapeaux sahraouis.

Dès 11 heures, des centaines de personnes se retrouvent à la sortie du métro Jean-Jaurès. Femmes en melhfa, hommes en daraa, enfants portant un immense drapeau, jeunes en tête de cortège : la manifestation s'élance dans les rues du centre-ville.

Les chants, les slogans, les discussions avec les passants font



vibrer la rue. Le soir, retour à la Bourse du Travail pour une soirée populaire avec repas sahraoui, concert militant organisé par Tactikollectif, et échanges riches sur les réalités au Sahara occidental. Le dimanche, pour clore cette étape, une balade décoloniale est organisée dans le quartier des Minimes, retraçant des mémoires invisibilisées.

Puis, au Hangar de la Cépière, la soirée de clôture débute par une pièce de théâtre écrite par Nabila, *Les voix du Sahara occidental*, interprétée par des jeunes sahraoui·es et français·es. Elle retrace la répression d'une manifestation pacifique à Laâyoune, les arrestations, le simulacre de procès et les lourdes condamnations.

Un atelier d'écriture suit, où chacun rédige une lettre à un prisonnier politique. Le repas partagé est suivi d'un dernier cercle de récits : chacun y partage un souvenir, un moment de départ ou de lutte. Un dernier souffle collectif.

Alors que les marcheuses reprennent la route vers Algesiras, Toulouse laisse derrière elle un souvenir brûlant de solidarité, de culture, et de dignité partagée. L'étape sahraouie n'a pas seulement traversé la ville : elle l'a marquée.

Nabila

**La marche pour la libération des prisonniers politiques sahraouis s'est achevée en juin dernier, mais la collecte via HelloAsso est toujours ouverte !
Alors n'hésitez pas !**

<https://linktr.ee/marchepourlaliberte2025>



La Marche partagée par tous les Sahraouis

La parole à Hassana Abba, Président de l'association pour la Protection des Prisonniers politiques sahraouis (LPPS) : Je partage avec vous ces quelques mots sincères sur la "Marche de la Liberté", depuis El Aaiun, capitale du Sahara occidental, que je considère personnellement comme le début du chemin vers la véritable liberté des prisonniers politiques sahraouis, et de tout le peuple sahraoui. Ce n'était pas seulement un acte symbolique, mais un moment crucial qui a ravivé l'espoir et confirmé que notre lutte continue, et que notre voix peut franchir les murs et le blocus des médias.

L'impact psychologique et symbolique de la Marche de la Liberté sur les familles des prisonniers politiques sahraouis

La Marche de la Liberté, menée par la militante Claude Mangin, a eu un effet profond et significatif sur le plan psychologique pour les familles des prisonniers politiques sahraouis, notamment celles du groupe de Gdeim Izik. Cette marche a envoyé un message fort : ces prisonniers ne sont pas seuls dans leur lutte contre l'injustice politique, et leur cause est portée au-delà des murs des prisons. Cette mobilisation internationale a apporté un immense soutien moral aux familles, renforçant leur détermination et leur sentiment de ne pas être abandonnées dans ce combat de longue haleine.

La réaction populaire dans les villes occupées du Sahara Occidental

Les populations sahraouies dans les villes occupées ont réagi avec une grande ferveur à la Marche de la Liberté.

Familles de prisonniers réunies à El Aïoun.



Ce soutien s'est exprimé de manière directe malgré la répression : des tracts ont été imprimés et distribués dans les rues, et des slogans de soutien ont été inscrits sur les murs. Ces actions ont montré que la marche n'était pas un simple acte individuel, mais l'écho d'un engagement collectif profondément enraciné dans le peuple sahraoui, toujours mobilisé pour la liberté de ses détenus.

Organisation d'une rencontre solidaire à Laâyoune occupée

Dans ce contexte, l'Association pour la Protection des Prisonniers Sahraouis a organisé une grande rencontre à Laâyoune occupée, rassemblant de nombreuses familles de prisonniers politiques, des militants des droits humains, des représentants d'associations et d'autres activistes. Cette réunion a été une occasion forte pour exprimer un soutien inconditionnel à la Marche de la Liberté, perçue comme représentant la voix de tous les Sahraouis. À cette occasion, l'association a également recueilli des témoignages vidéo de familles de détenus, exprimant leur solidarité totale avec Claude Mangin, affirmant que cette marche est « la voix de la liberté » pour les prisonniers politiques sahraouis.

Répression exercée par les autorités d'occupation marocaines

En réaction à cet élan de solidarité, les autorités marocaines d'occupation ont intensifié leur répression : les maisons ayant accueilli des réunions ou des



Etudiants sahraouis solidaires des prisonniers, en mai.

rencontres ont été encerclées, perquisitionnées, et les familles ont été victimes de menaces, de violences physiques et verbales, et d'intimidation constante.

Engagement des étudiants sahraouis dans les universités marocaines, notamment à Agadir

Depuis le début de la marche, les étudiants sahraouis ont suivi avec attention toutes ses étapes, partageant les nouvelles sur leurs pages Facebook liées aux coordinations étudiantes sahraouies. À Agadir, plusieurs activités de sensibilisation ont été organisées dans le campus universitaire : réunions, diffusion de tracts, affichage de photos et de slogans de soutien. Malgré cela, les autorités ont ciblé les étudiants par des interventions policières violentes et des mesures administratives abusives, allant jusqu'à interdire à certains de poursuivre leurs études. Une campagne numérique a également été lancée pour relayer la Marche de la Liberté à travers des vidéos, des déclarations et des visuels.

Tentatives de contact avec le cortège de la Marche et les militants à Tanger

L'Association pour la Protection des Prisonniers Sahraouis a également tenté de rester en contact avec les militants du cortège de la Marche de la Liberté, notamment ceux qui ont réussi à entrer discrètement dans la ville de Tanger.

Toutefois, en raison de la surveillance constante et du blocus sécuritaire, plusieurs militants n'ont pas pu se rendre à Tanger ou Rabat pour les rencontrer. Malgré cela, l'association a réussi à établir un lien entre les membres du cortège et certains étudiants sahraouis à Rabat.

Hassana Abba

En Catalogne, à Perpignan, une mobilisation formidable

Claude a pris contact par téléphone avec Mehdy, un ancien éléve d'Ivry, aujourd'hui à Perpignan. Ce premier contact a débouché sur de l'intérêt, une information de proche en proche qui a permis une mobilisation inédite, rassemblant tous les progressistes catalans qui ont délégué plusieurs de leurs membres en Espagne, deux d'entre eux ayant pu passer « incognito » à Tanger et se rendre jusqu'à la prison de Kénitra.

Le collectif Catalan de la marche de la Liberté a accueilli les Marcheurs du 23 au 26 avril 2025.

Composition du collectif catalan pour la libération des prisonniers politiques sahraouis

ANPNPA, Ligue des Droits de l'Homme LDH 66, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples MRAP 66, Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation AFMD 66, Les Ecologistes 66, Parti Communiste Français PCF 66, Mouvement des Jeunes Communistes de France MJCF 66, France Insoumise 66, Nouveau Parti Anticapitaliste NPA 66, ASTI 66, Survie, Confédération Nationale du Travail CNT 66, Fédération Franco-Algérienne Aquitaine, Sud Education-Solidaires, Union Juive Française pour la Paix UJFP 66, Association France Palestine Solidarité AFPS 66 et des citoyen.nes.

Le journaliste de Politis, Patrick Piro, présent à Perpignan, a rendu témoignage de nos différentes activités.

Le Collectif Catalan de la marche de la liberté a poursuivi cet engagement pour les prisonniers sahraouis en se rendant à Algésiras et a donné toute leur place aux Sahraouis les 27 et 28 juin à la fête du Travailleur Catalan du PCF 66 où Mohamed Ali Zerouali, Représentant en France du Front Polisario, est intervenu à la fête. À cette occasion, le PCF 66 a adressé à Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, une déclaration solennelle largement signée. En projet maintenant la création d'un Comité 66 de l'AARASD.

Aller jusqu'à Kénitra, volonté du collectif

Dès notre débarquement du ferry, nous avons appris que les Marcheuses et les Marcheurs avaient été empêchés d'entrer au Maroc et de sortir du ferry. Aussi nous nous sommes installés dans la vieille ville de Tanger où nous n'avons subi aucun contrôle, alors que la police comme les groupes de sécurité sont nombreux à Tanger. Dès le 1^{er} juin, Hassana Abba, responsable de la ligue pour la Protection des Prisonniers politiques Sahraouis, prend contact avec nous.

Il nous confie à un étudiant sahraoui, que nous retrouvons à Rabat, il est accompagné d'un journaliste, correspondant de la télévision RASD.

Le 2 juin, avec ces deux militants, nous avons abordé toutes les questions relatives à la situation d'un territoire colonisé. Situation des prisonniers politiques, discriminations systématiques subies par la population sahraouie en ce qui concerne l'emploi, le logement et incessants contrôles policiers. Les contacts comme les nôtres sont importants à développer afin que le monde connaisse mieux la situation qui y règne.

L'étudiant qui nous a aussi servi de traducteur, nous a présenté sa situation personnelle. Son père est marin pêcheur. Lui-même a suivi ses études et passé son bac à El Aïoun, puis a été obligé de partir à Agadir pour poursuivre ses

études universitaires en mathématiques. L'an prochain il est admis à l'Université à Lille pour y préparer un doctorat. Sa situation n'est pas trop mauvaise, il remarque pourtant qu'il a été obligé d'aller en fac à Agadir, à 600 km de chez lui, car il n'y a pas encore d'Université au Sahara occidental, le Maroc préfère y construire des prisons.. Il nous fait aussi remarquer que les familles de prisonniers sont très loin des prisons et ne peuvent les visiter facilement.

Collectif catalan d'accueil de la marche pour la liberté

Déclaration solennelle

**Pour le respect du droit du peuple sahraoui
à l'autodétermination.**

**Respect du droit international, stop à
l'occupation marocaine du Sahara occidental.**

**Liberté pour les prisonniers politiques
sahraouis.**

Extraits

« Du 23 au 26 avril 2025 nous avons reçu une délégation de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie démocratique dans le cadre d'une marche des libertés d'Ivry à Kénitra. Organisée par Claude MANGIN dont le mari Naâma ASFARI est emprisonné depuis 2010 après avoir subi la torture et un simulacre de procès, cette marche est destinée à attirer l'attention de l'opinion publique sur le sort des prisonniers politiques sahraouis.../.»

« Le 4 octobre 2024, la Cour de justice de l'Union Européenne a rendu un jugement définitif statuant sur le fait que le territoire sahraoui est distinct de celui du Maroc et qu'il pouvait constituer un état indépendant.

Les organisations signataires de cette déclaration considèrent que la prise de position du Président MACRON reconnaissant la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental constitue une violation du droit international, plonge la diplomatie française dans le deux poids deux mesures selon que l'on parle de l'Ukraine d'une part, de la Palestine ou du Sahara occidental d'autre part.

Cela contribue à la dévalorisation de la position de la France sur la scène internationale. »

« Les organisations signataires attirent l'attention des Entreprises françaises et des Collectivités Territoriales sur le fait que l'exploitation des ressources naturelles de ces territoires ou des accords de coopération avec les autorités marocaines sur ces mêmes régions constituent des violations du droit international et des droits du peuple sahraoui. Ils reviennent à soutenir et cautionner une situation d'occupation coloniale contraire au respect des droits de l'homme, à celui du Droit international et par la même engager la responsabilité économique et pénale des personnes morales et physiques qui s'y livreraient. »

Collectif Catalan

Prisonniers politiques sahraouis: Marche de la Liberté : France-Espagne-Kénitra

Le Maroc empêche le débarquement à Tanger des militant.e.s prosahraoui.e.s

Le ferry sur lequel ont embarqué les marcheurs et les marcheuses pour se rendre au Maroc à la prison de Kénitra.



© : Eli Lorz

Après 3 000 km de sensibilisation sur le sort des prisonniers politiques sahraouis, la marche en direction de Tanger-Rabat-Kenitra pour réclamer leur libération s'est arrêtée sur les flots de la Méditerranée. Samedi 31 mai, la police marocaine, aux ordres du pouvoir royal, a stoppé l'élan de solidarité. La journaliste d'Altermidia était à bord du ferry, avec treize autres personnes, embarquées depuis le port de Tarifa (Cadix).

Pourtant, tout avait bien commencé le 30 mars. Parti.e.s d'Ivry, les marcheurs et marcheuses avaient gagné plusieurs villes françaises en expliquant aux populations les objectifs de la Marche : visibiliser et dénoncer la situation des détenus sahraouis incarcérés arbitrairement dans les prisons marocaines et obtenir un droit de visite de Claude Mangin à son époux Naâma Asfari.

Ce militant de la cause sahraouie pour l'autodétermination avait été arrêté en novembre 2010 suite au démantèlement du campement de Gdeim Izik par les forces répressives marocaines. Condamné arbitrairement à 30 ans de réclusion par un tribunal militaire, Naâma est actuellement incarcéré dans une prison à Kénitra au Maroc, étape finale de la Marche.

Dans chaque ville, des associations, des organisations politiques et syndi-

cales ont accueilli la caravane solidaire par des événements à la fois culturels et politiques. Sans incident à signaler, sauf à Poitiers, Angoulême, Béziers et Perpignan où les nationalistes marocains ont essayé d'empêcher la libre expression des voix sahraouies.

Dans la ville biterroise administrée par Robert Ménard, élu en 2014 grâce au soutien du Front national, un des deux journalistes sahraouis (son collègue Brahim se tenant en retrait) d'Equipe média, Limam, a subi crachat, insultes et agressions. La cour de la monarchie chérifienne se sent chez elle en France où l'exécutif a toujours été l'ami du roi, dans le passé, Hassan II, père, et aujourd'hui Mohamed VI, fils.

« Le Sahara, c'est ma terre, pour rien au monde je ne l'échangerais »

Fin mai, Algésiras, en Andalousie, était l'avant-dernière étape du périple humaniste. En plein cagnard de midi, la place Alta a rassemblé des centaines de personnes avec de multiples banderoles et des drapeaux sahraouis exigeant un sahara libre et la liberté pour les prisonniers sahraouis, dont les manifestant.e.s arboraient les trente-deux portraits. Certains condamnés à perpétuité, d'autres à 20-30 ans de prison, des hommes entre la vie et la mort comme Mohamed Lamine Haddi.

Pour Omar Mohamed, 23 ans, étudiant en ingénierie électrique, « c'est l'un des projets [la marche de la liberté]

les plus beaux que j'ai vu dans ma vie. C'est vital pour les droits des prisonniers et contre l'oppression dans les territoires occupés ».

Fatimetou Yember, 38 ans, institutrice, clame son amour : « c'est mon peuple, c'est ma terre, je ne l'échangerais pour rien au monde. On n'a pas de voix, on ne nous entend pas, on n'a que le soutien des citoyens. On est là en soutien aux prisonniers détenus pour le simple fait d'être sahraouis, il faut que le monde sache qu'ils existent ».

« Quatre prisonniers placés à l'isolement depuis bientôt huit ans »

À tour de rôle, chaque manifestant.e, tenant un portrait, égrène l'identité d'un prisonnier « parce qu'ils ont une vie, une famille et un nom », annonce une voix. « *Sahara libre, Polisario vaincra. Vive la lutte du peuple sahraoui !* », ponctue les différentes interventions à la tribune.

Pilier de la bataille à Madrid pour la libération des prisonniers sahraouis, Cristina Martínez Benítez de Lugo souligne : « *Cette marche longue et dure a nécessité tant d'efforts pour mettre en lumière les conditions infrahumaines des prisonniers politiques sahraouis, dont quatre sont à l'isolement depuis presque huit ans. Ceux qui sont malades ne sont pas envoyés à l'hôpital, on les laisse mourir alors qu'ils sont injustement détenus.* » Abdullah Arabi, représentant du Front Polisario en Espagne, relève : « *Cinquante ans après, notre combat pour l'indépendance continue d'être aussi vif. La cause de la liberté des prisonniers politiques sahraouis exige notre présence ici aux côtés de Claude Mangin qui symbolise cette revendication.* »

Trois élus espagnols et français accompagnent Claude Mangin

Un symbole qui fait peur au Makhzen qui avait déployé pléthore de policiers sur toute la surface du bateau.

Peu avant 17 heures, au port de Tarifa, quatorze personnes françaises et espagnoles ont embarqué sur le ferry de la compagnie espagnole Baleària, direction Tanger au Maroc.



© :Elli Lorz

Place Alta à Algeciras, le 31 mai : rassemblement pour la libération des prisonniers politiques sahraouis.

Parmi les passagers et passagères, il y avait Andrea Fernandez, députée d'Estremadure de la Gauche Unie et son camarade Jorge Rodriguez, coordinateur régional de la Gauche Unie (Cadix), ex-maire de Trebujena, village de la région de Cádiz. On notait aussi la présence de deux élus d'Ivry (Val-de-Marne) : Nathalie Leruch, adjointe au maire responsable des Relations internationales et Alain Buch maire adjoint aux Sports. Au guichet du contrôle des passeports, les agents de la police marocaine ont remis les passeports sans les tamponner. Passée la première, Claude Mangin a été priée de se mettre de côté. Debout derrière la vitre, un policier photographiait l'écran des ordinateurs.

Le bateau envahi par la police secrète de « Sa Majesté »

L'on pouvait compter deux policiers, habillés en civil, pour un.e internationaliste. Arrivés à Tanger, les autres passagers ont pu descendre du ferry. Quatorze personnes ont été retenues à bord et malgré les demandes incessantes, aucune réponse n'a été apportée sur les raisons de l'interdiction de débarquer à Tanger.

Quelques minutes après, les touristes et « sujets » marocains, qui avaient séjourné dans cette ville marocaine, montaient à bord. « C'est la première fois en trente-sept année de service que je vois ça et que je suis contrôlée par la police », témoigne choquée une employée d'équipage.

Avant d'embarquer sur le ferry, deux militantes attablées dans une cafétéria de Tarifa avaient déjà repéré des agents marocains qui les filmaient et, à l'intérieur du navire, chaque passager a été filmé. Alors qu'elle « portraitisait » les policiers en question, Elli Lorz, photographe indépendante, s'est fait arracher son portable qu'elle a ensuite pu récupérer à force de négociations. Le policier, très agressif, en a profité pour effacer une image dérangeante. La délégation franco-espagnole a pu constater la présence du patron de

la police secrète avec ses acolytes au premier étage du salon privé VIP.

Le Maroc agit comme s'il était chez lui en Espagne

On est en droit de questionner : mais que fait la police espagnole ? Que fait l'État espagnol et son gouvernement ? Comment ces exactions sont-elles possibles sur un bateau espagnol ? Ce n'est

pas la première fois que des militant.e.s solidaires de la cause sahraouie se font expulser du Maroc. Depuis le début de l'année vingt-deux expulsions ont eu lieu. Parmi elles, des eurodéputé.e.s qui voulaient se rendre à Laâyoune, capitale du Sahara occidental occupé, pour vérifier si l'annulation des accords commerciaux avec le Maroc par la Cour européenne de justice était bien respectée. Amnesty International, Human Rights Watch, le Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme sont interdits de séjour dans les territoires occupés y compris les journalistes. Le régime autocratique se sent intouchable hors de son territoire national, c'est dire la complicité dont il jouit sur la péninsule ibérique et ailleurs, notamment en France et jusqu'à Bruxelles.

Les marcheuses et marcheurs connaissent le vrai visage du Maroc

Il n'était pas question pour les militantes anticolonialistes espagnoles de descendre du bateau sans piper mot. Marian, Rosa Mari et Mercedes ont entonné un chant de résistance : « *Debout debout avec le peuple sahraoui et le Polisario vaincra, à bas à bas le mur de la honte, on va le détruire.* » Le déploiement d'un tel arsenal policier montre à quel point la monarchie dictatoriale, à l'image toute puissante, craint la riposte internationale à sa politique arbitraire.

Après sa sixième tentative d'approcher Naâma Asfari, Claude Mangin ne se sent plus seule, ses accompagnateurs et accompagnatrices connaissent désormais le vrai visage du Maroc : un pays qui agit en toute impunité en violant la liberté de circulation et d'opinion, les droits humains et le droit international. Un État, qui comme Israël, occupe et colonise un territoire, le Sahara occidental, avec la complicité de l'Occident.

Piedad Belmonte
<https://altermidi.org/>

« Jamais je n'oublierai le mépris des autorités marocaines »



Nathalie Leruch, maire adjointe à Ivry, chargée des Relations internationales et de la Lutte contre toutes les discriminations.

L'élu ivryenne a témoigné de son voyage sur le ferry en direction de Tanger lors de la conférence de presse du dimanche 1^{er} juin à l'Athénaïe d'Algeciras, organisée par l'Association de solidarité des amis du peuple sahraoui de Gibraltar. « *C'est la première fois de ma vie que je n'ai pas le droit d'entrer dans un territoire qui n'a pas besoin de visa. J'ai séjourné au Maroc plusieurs fois et je n'en suis toujours pas encore revenue. C'est incroyable de ne pas connaître le motif de notre empêchement à entrer au Maroc, il n'y a eu aucune explication officielle.*

On a compris qu'on ne pourrait pas se rendre au Maroc quand on a vu monter les passagers. Les policiers étaient aussi nombreux que nous. Alain Buch et moi, on a vaguement entendu que l'État marocain était souverain, teinté de jacobinisme à la française, qu'ils n'avaient pas d'explication à nous donner, et la dernière phrase d'un policier : c'est Allah qui fait la loi.

Alors que je pensais que Claude et Camille étaient parano en me désignant les policiers sur le ferry, le plus important, c'est de le vivre et je comprends mieux maintenant les angoisses de Claude au sujet de son mari et de son droit de visite.

Je n'oublierai jamais la suprématie totale des autorités marocaines, le mépris des policiers et des autorités marocaines à notre égard. Ivry, notre ville, a fait de Naâma Asfari son citoyen d'honneur, on espère lui remettre ce prix en main propre, on y croit.

Territoire occupé = Zone interdite

2002-2013 : Elle fut bien courte la période au cours de laquelle le colonisateur marocain a toléré des observateurs au Sahara occidental. Onze années où des visiteurs de 28 pays venus des 5 continents ont pu découvrir la réalité des conditions de vie de la population sahraouie, assister aux procès de militants, recueillir les témoignages d'exactions du régime, mais aussi entendre les récits des formes de résistances civiles pacifiques.

Découvrir, mais aussi rapporter ce que les grands médias des États « amis du roi » ne cherchent pas à savoir ni à diffuser, et développer, dans nos pays respectifs, des actions de solidarité afin que le peuple sahraoui accède au droit international d'autodétermination des peuples colonisés.

Mais, en janvier 2014, le roi du Maroc a dit « STOP ! »

Depuis cette date, les services de police du royaume ont procédé à **325 expulsions du Sahara occidental, de personnes venues de 21 pays et de 4 continents**.

La liste nominative, datée et circonstanciée de ces femmes et hommes, défenseurs des droits humains, avocats, élus (dont 9 eurodéputés), journalistes, reporters photo, écrivains, blogueurs... est tenue à jour par la Ligue de Protection des Prisonniers Sahraouis (LPPS) et l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA). Parfois ces visiteurs « indésirables » passent, durant quelques jours, entre les mailles du filet des policiers et mouchards qui pullulent, avant d'être expulsés de jour comme de nuit. Parfois ils sont bloqués aux postes frontières du Sahara occidental. Mais ils persistent à refuser l'arbitraire de ce régime colonial qui se permet d'interdire l'accès d'un territoire sur lequel il n'exerce aucune autorité au regard du droit international. Seule la complicité de ses copains-coquins, receleurs des richesses naturelles de ce grand pays, lui en permet le pouvoir.

Au cours des six premiers mois de l'année 2025, ce sont 25 personnes qui ont été interdites de visiter le Sahara occidental. Parmi elles :

- Le 20 février, trois eurodéputé.es venus s'assurer du respect par le Maroc de la décision de la Cour européenne de Justice qui a annulé ses accords agricoles et de pêche avec l'Union européenne. Ils devaient rencontrer la MINURSO.



Les eurodéputés (Espagne, Portugal, Finlande) et leurs assistantes maintenus dans l'avion sur le tarmac d'El Ayoune.



Le 4 novembre 2024, quelques instants après la prise de cette photo, les deux membres du Comité jeunesse du syndicat norvégien Styrke ont été expulsés de la maison de Mina Baali à El Ayoune.

Ils ont été empêchés de descendre de leur avion.

- Le 3 mars, le responsable des relations internationales de la CGT espagnole a été expulsé de sa chambre d'hôtel moins de 24 heures après son arrivée à Dakhla où il avait rencontré des travailleurs sahraouis. Au cours de la conférence de presse qu'il a organisée à son retour il soulignait « la grave escalade des atteintes dans ce territoire occupé en l'absence d'un mécanisme onusien de surveillance des droits humains ». Il a également dénoncé « l'utilisation de la répression de la part des autorités du Makhzen contre tous ceux qui osent critiquer, protester ou exprimer leurs opinions sur les réseaux sociaux. »
- Le 26 avril à minuit, deux journalistes italiens ont été expulsés de leur chambre et embarqués contre leur gré dans un véhicule pour Agadir.

Pour les autorités marocaines tous ceux qui communiquent avec les militants sahraouis de défense des droits humains sont considérés comme des personnes indésirables et sont systématiquement expulsés des villes du Sahara occidental.

En 2025, pour la 9^e année consécutive, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU attend l'autorisation du Maroc d'accéder au Sahara occidental.

**Michèle Decaster
Secrétaire générale de l'AFASPA**

C'est une grande tristesse qui étreint toutes celles et ceux qui ont connu Brahim Sabbar qui vient de nous quitter.

Nous présentons nos sincères condoléances à Minetou, à leurs enfants, à ses camarades défenseurs des droits de l'homme. Nous perdons un militant et un merveilleux ami. Son sourire que je trouvais enfantin malgré sa barbe grisonnante, reste l'image de ce complice de nos pérégrinations sur les routes sahraouies quand il accompagnait les délégations dans le territoire occupé.



Et cette baignade mémorable dans la lagune de Dakhla avec France et Rachid, quand Brahim, sortant de l'eau, s'est crié les doigts en V, sous les regards suspicieux policiers perchés sur le remblai "C'est la première fois depuis ma disparition que je me baigne ici". Brahim, disparu à 22 ans, il souriait à la vie, lui qui était passé si près de la mort dans les bagnes secrets du roi Hassan II. Photo: Hiver 2008

La Marche dans la Presse française

Le 30 mars, La Marche s'élance dans un contexte international brûlant dominé par deux conflits de grande intensité, les désordres engendrés par le changement climatique, les frasques trumpistes, le décès du Pape... La Marche trouvera cependant un écho dans la presse nationale et surtout régionale tout au long de son parcours.

L'Humanité signale le départ de la Marche à Ivry sur Seine
Coup d'envoi d'une marche pour les prisonniers politiques.

Et évoque dans sa rubrique "Un jour avec" du 5 juillet, le parcours d'une démineuse sahraouie Zuenuha Cheikh Ali, opération déminage du désert.

Saharien à attendre de la France? c'est le titre choisi par **le Canard enchaîné** pour informer ses lecteurs du départ de la Marche. Le 18 avril, alors que la Marche fait escale à Toulouse, **Libération** consacre son portrait de dernière page à Claude Mangin sous le titre *Décrochez la dune*. Dans son numéro 1862, **POLITIS** consacre 2 pages à la Marche *Prisonniers sahraouis - Une Marche contre l'oubli.*

La Presse régionale au rendez-vous des étapes

La Nouvelle République ouvre le bal à Tours - *La marche pour la liberté fait étape à Tours* - et annonce les étapes suivantes de Bressuire et Poitiers. La mobilisation à Bressuire retient l'attention du **Courrier de l'Ouest** - La cause sahraouie en Marche - et de **Ouest France** qui publie un entretien de Claude "Je ne l'ai vu que 2 fois depuis 2016": *Claude se bat pour revoir son mari détenu au Maroc.*

À Poitiers et Angoulême, des perturbateurs marocains vont entrer en action. **La Nouvelle République** titre : *À Poitiers, des tensions entre Marocains et Sahraouis et La Charente Libre* *À Angoulême, la marche pour les Sahraouis bousculée par une manifestation pro marocaine.*

Le 10 avril, c'est **Sud-Ouest** qui annonce l'arrivée à Bordeaux - *La Marche des libertés fait escale à Bordeaux*. Le journaliste présente clairement le contexte de la Marche, ses objectifs, le programme...

La Dépêche rend compte de la belle mobilisation à Toulouse "Pour la libération des prisonniers sahraouis : à Toulouse, ils manifestent pour défendre le peuple du Sahara."

À Béziers et Perpignan, l'opposition pro-marocaine fait de nouveau entendre sa voix et **Le Midi Libre** rapporte que *La marche pour la libération des prisonniers Sahraouis provoque la mobilisation de la communauté marocaine de Béziers*. Mais **Le Travailleur Catalan** préfère rendre compte de *La belle mobilisation perpignanaise*, portée par un large collectif comme le précise **Made in Perpignan**, et signale la Déclaration de ce collectif dans un article au titre éloquent *La France de Macron au-dessus du droit international*. Deux journalistes sahraouis d'**Equipe Media** suivent la Marche et informent en direct sur les réseaux sociaux. Plusieurs journalistes seront présents sur le parcours et au rassemblement d'Algésiras (Espagne) et **Libération** fera état de l'interdiction faite à la Marche d'entrer au Maroc : "Sahara occidental : des élus français et militants pour la libération des prisonniers sahraouis refoulés à la frontière du Maroc."

La revue de presse étrangère, en particulier espagnole, sera publiée dans le prochain numéro de *Sahara Info*.

Quelles nouvelles de notre association ?

Ce journal est presque entièrement consacré à notre Marche au cours de laquelle nous avons parcouru par monts et par vaux, la France et l'Espagne. Merci à toutes celles et à tous ceux qui avec un texte ou une photo nous ont fait partager leur émotion. Et ce n'est pas terminé... faute de place, nous n'avons pu aborder les étapes espagnoles, nous y reviendrons dans le prochain numéro.

Entre la Marche et la rentrée avec la Fête de l'Humanité, nous avons comme chaque été participé aux **accueils des enfants sahraouis**. L'arrivée et le séjour de ces enfants, commencé en 1980, mobilise énergie et bonne volonté de tous !

Plusieurs bonnes nouvelles cette année : un accueil à Marseille, qui rappelle pour les plus anciens de l'AARASD, l'année 1980 où Marseille avait accueilli 60 enfants, installés dans les villes alentour.



À Marseille comme à Nancy, les enfants sahraouis sont heureux d'être en vacances. Occasion de retrouver les amis ou d'apprendre à faire du vélo.



À Nancy également, les enfants sont à nouveau accueillis, et ce 20 août, à l'occasion de la célébration des 80 ans du Secours Populaire sur le Champ de mars, le Village Copain du monde accueilli à Gravelines, avec un groupe sahraoui important, est venu avec tous les drapeaux dont celui de la RASD, magnifique au pied de la Tour Eiffel.

Nous nous sommes également consacrés à **nos archives et à celles du Front Polisario**, dont nous gardons de nombreuses traces. Nous sommes en contact depuis plusieurs années avec les services du Centre d'Archives du 20^e siècle, La Contemporaine, installé dans le campus de l'Université de Nanterre.

Nous espérons que étudiants et chercheurs s'intéresseront à cette longue et très politique solidarité.

Nous venons aussi de transmettre expositions, livres et journaux aux associations sahraouies d'Ile de France qui viennent d'ouvrir un Centre culturel. Mémoire des solidarités, importante pour les nouvelles générations ou pour les Sahraouis nés en France en construction de leur identité.

Actualités

Extraits : Message de gratitude du représentant du Front Polisario en France

Au nom du peuple sahraoui et de la Représentation du Front Polisario en France, je tiens à exprimer notre plus profonde gratitude à toutes celles et ceux – membres de l'Association française des Amis de la RASD, militantes et militants des groupes locaux – qui ont contribué, de près ou de loin, à la réussite exceptionnelle de la **Marche de la liberté pour la libération des prisonniers sahraouis**, qui a traversé la France et l'Espagne du 30 mars au 4 juin 2025.

Cette marche, véritable élan de solidarité et de dignité, a largement dépassé nos espérances. Grâce à votre mobilisation, à votre énergie, et au temps que vous avez consacré à l'organisation des activités dans vos villes respectives, chaque étape a été un moment fort de visibilité pour notre cause commune. Vous avez su porter haut et fort la voix d'un peuple qui lutte pacifiquement pour ses droits inaliénables à la liberté, à la justice et à l'autodétermination.

La Représentation du Front Polisario en France souhaite vivement poursuivre ce travail à vos côtés, réfléchir ensemble aux formes les plus efficaces de coordination, et faire grandir ce mouvement solidaire qui porte en lui une exigence que la communauté internationale ne peut plus ignorer : celle de la justice, du droit, et de la responsabilité.

Mohamed Ali Zerouali, Représentant du Front Polisario en France

49^e CONFÉRENCE EUCOCO À Paris les 28-29 novembre

Nous sommes heureux de vous annoncer la tenue de cette 49^e EUCOCO à Paris. Vous recevrez en septembre invitation et programme. Bienvenue aux sympathisants, militants et élus d'Europe, du Monde et en France aux acteurs de la Marche pour la libération des prisonniers politiques sahraouis.

La position officielle française annoncée depuis 2024, nous invite à une réaction forte pour une application du droit international.

Décès de Daniel Dayot et de Lucienne Pascutto

Toutes nos sincères condoléances aux familles et aux proches de nos deux amis et adhérents : Daniel Dayot et Lucienne Pascutto. Tous les deux viennent de nous quitter cette année. Ils étaient chacun à leur manière des actifs militants pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

Daniel qui avait choisi de faire don à l'AARASD de sa pension de la guerre d'Algérie, Lucienne, à Palaiseau pilotait avec gaieté l'accueil des enfants sahraouis chaque été.

Souvenir

Au hasard d'une boîte d'archives, j'ai retrouvé cette photo d'Emmanuel Martinoli, lisant le Monde, sans doute acteur déjà important de nos conférences européennes.



C'est pour nous une forme d'hommage à un militant si important de la cause sahraouie en Suisse et en Europe.

Décédé en fin d'année dernière. Au revoir Emmanuel, ton site ARSO avec ses archives indispensables pour nous tous, est le signe que tu es toujours présent

SITES

www.association-des-amis-de-la-rasd.org
et www.sahara-info.org

www.ecrirepourlesliberer.com



Facebook :
Amis de la République
Sahraouie

Sahara Info n°200 - Juin / Septembre 2025

Directrice de publication : Régine Villemont
Rédaction : Hassana Abba, Piedad Belmonte, Collectif Catalan, Michèle Decaster, Jacqueline Fontaine, Elli Lorz, Claude Mangin, Asfari, Nabila, Régine Villemont, Mohamed Ali Zerouali
Photos : Elli Lorz, Piedad Belmonte, Jacqueline Fontaine, Leila Bounebache, Nabila, Hassana Abba
Mise en page : Mélany Fourmy

Pour tout contact et soutien aux Sahraouis :
Association des Amis de la RASD/France
bur.aarasd@wanadoo.fr



AARASD : BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 À SAHARA INFO

Abonnement 25 €

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Code Postal : **Ville :** **Tél. :**

E-mail :

Date et signature

Je renouvelle mon abonnement

Je m'abonne pour la 1^{re} fois

Je désire recevoir SAHARA INFO : par courrier Postal

par internet dématérialisé

MODE DE PAIEMENT :

- Par chèque à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD : À envoyer à Association des Amis de la RASD chez Mme Chantal Hermange, 77 rue des Orchidées, 72000 Le Mans
- Par virement bancaire sur le compte de l'Association des Amis de la RASD avec la mention :
Abonnement. IBAN : FR76 1548 9048 1700 0225 0494 046 - BIC : CMCIFR2A

ADHÉSION ET DONS

Demandez le document par mail :
bur.aarasd@wanadoo.fr